



Rapport Financier Semestriel

30 juin 2015

Keyrus

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 4.319.467,50 €
SIEGE SOCIAL : 155, RUE ANATOLE FRANCE 92300 LEVALLOIS-PERRET
400 149 647 RCS NANTERRE

SOMMAIRE

I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2015

II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2015

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

BILAN CONSOLIDE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2015

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Faits marquants de la période

Le Groupe **Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2015 de 100.3M€, en progression de 22,3% (+16,9% à périmètre et taux de change constants). Cette croissance est principalement tirée par les activités Grands Comptes qui progressent fortement (chiffre d'affaires en hausse de 28,7% – 21,0% à périmètre et taux de change constants – par rapport au 30 juin 2014). Les activités Mid-Market connaissent, quant à elles, un premier semestre en progression plus modérée – +5,7% du chiffre d'affaires sans effet de périmètre ni de change – mais toutefois très satisfaisante au regard du marché.

Les activités Grands Comptes ont vu leur chiffre d'affaires augmenter au premier semestre (+28,7% en données publiées et 21,0% en organique). Cette forte croissance s'explique d'une part, par le positionnement de spécialiste de la Data et du Digital, domaines d'excellence de Keyrus qui sont au cœur des préoccupations de l'ensemble des organisations, et d'autre part, par les investissements importants réalisés en début d'exercice au niveau commercial et marketing en France et à l'international. Cette croissance est bien répartie sur l'ensemble des régions que couvre le groupe Keyrus. Notons toutefois des difficultés qui se sont prolongées au premier semestre au Canada, ce qui a conduit à de nouvelles actions de réorganisation qui porteront leurs fruits d'ici la fin de l'année.

La croissance des activités Mid-Market au premier semestre 2015 s'élève à 5,7% (en données publiées et à taux de change et périmètre constants), malgré un ralentissement des ventes de licences, mais en maintenant un bon niveau de chiffre d'affaires services. Une bonne performance pour **Absys Cyborg** - la filiale spécialiste du Mid-Market du Groupe **Keyrus** - qui s'explique notamment par l'activité générée par l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation DSN (Déclaration Sociale Nominative) et l'obligation des entreprises de s'y conformer pour début 2016. Ce supplément d'activité devant se prolonger sur les 12 prochains mois, la croissance de ces activités devrait se poursuivre sur le second semestre, même si la conjoncture de ce marché demeure plutôt volatile.

Acquisitions de la période

Durant le premier semestre 2015, le Groupe Keyrus n'a acquis les titres d'aucune nouvelle société. Seuls des minoritaires de filiales ont été rachetés. Ces acquisitions sont détaillées ci-après.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 76,3M€
- Mid Market : 24,0M€

3. Résultats

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2015 s'élève à 3,1M€, contre 2,3M€ au premier semestre 2014, avec une nette amélioration de la rentabilité des activités Mid-Market. Si l'on ne tient pas compte du pôle BIPB, repris en difficulté au milieu de l'année dernière et en pleine réorganisation depuis, la rentabilité des activités Grands Comptes s'améliore aussi sensiblement, alors que le groupe a investi fortement au niveau commercial et marketing et n'a pas ralenti ses investissements en termes d'innovation et de déploiement de l'offre globale Keyrus au niveau international. Le groupe Keyrus réalise une croissance organique de +16,9% sur le premier semestre 2015 avec une nouvelle dynamique sur les activités Grands Comptes, où les efforts continus du groupe en termes d'innovation et de positionnement des offres de Data Intelligence et de Digital Experience, ainsi que la verticalisation des offres au travers des activités de Management Consulting, ont permis au pôle de profiter pleinement de la reprise générale des investissements dans ces domaines d'expertise et seront le principal vecteur de croissance pour les prochaines années.

Le résultat opérationnel s'élève à 2,5M€ contre 1,9M€ au premier semestre 2014. Il enregistre un certain nombre de coûts non récurrents (0,6M€).

Le coût de l'endettement financier est de 614K€ contre 692K€ au 1^{er} semestre 2014. Le résultat financier intègre également d'autres produits et charges financiers (produits de désactualisation et pertes de change principalement) pour un montant net de +356K€.

Le résultat avant impôt ressort donc à 2,3 M€ contre 1,6 M€ au 30 juin 2014.

La charge d'impôts totale est en baisse à (0,8)M€ contre (0,9)M€ au 30 juin 2014. Cependant, l'impôt exigible est en baisse et la hausse provient des impôts différés, donc sans impact de trésorerie immédiat.

Le résultat net s'établit à 1,5 M€, en hausse par rapport au 30 juin 2014 (0,6M€).

Le résultat net par action (dilué) ressort à 11 centimes par action contre 4 centimes au premier semestre 2014.

4. Flux de trésorerie

La trésorerie s'élève à 10,5M€ au 30 juin 2015, en baisse de 5,9M€ par rapport au 31 décembre 2014.

La dette financière brute (hors put, earn-out et dettes sur acquisitions de filiales) augmente de 1,2M€ passant de 35,0€ à 36,2M€. Sur la période, Keyrus SA a obtenu une ligne de crédit sur le financement du Crédit Impôt Recherche (CIR) 2013 de 5,0M€, tirée à hauteur de 1,2M€ au 30 juin, et une ligne sur le financement du CICE des années 2013 à 2015, pour 2,6M€ et non tirée au 30 juin.

La dette nette s'élève à 21,8M€ au 30 juin 2015 contre 23,9M€ un an auparavant. Comme l'année dernière, le groupe voit sa dette nette augmenter significativement sur le premier semestre, principalement du fait d'un besoin en fonds de roulement plus important résultant de la forte croissance de l'activité et de la saisonnalité de l'activité. Cependant, la hausse est

bien moindre cette année au regard de celle des premiers semestres des années précédentes (+4,2M€, à comparer à +8,5M€ au premier semestre 2014).

5. Bilan

Les actifs non courants, constitués en grande partie par le goodwill (42,6M€) et des créances à plus d'un an relatives au Crédit Impôt Recherche (19,9M€) ressortent à 75,2M€ au 30 juin 2015 contre 74,3M€ au 31 décembre 2014.

Les actifs courants restent stables à 95,3M€ contre 96,8M€ au 31 décembre 2014.

Les capitaux propres consolidés augmentent à 37,4M€ au 30 juin 2015 contre 35,8M€ au 31 décembre 2014. Cette hausse est intégralement liée au résultat de la période.

Les passifs non courants passent de 31,9M€ au 31 décembre 2014 à 24,4M€ au 30 juin 2015. Cette baisse est essentiellement liée au reclassement du CIR 2011 à court terme.

Les passifs courants s'élèvent à 108,6M€ au 30 juin 2015 contre 102,7 M€ au 31 décembre 2014, reflétant la saisonnalité récurrente de l'activité.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

7. Evénements postérieurs

Pas d'événement significatif postérieur à la clôture.

8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 1.7 du Rapport de Gestion, présent dans le document de référence 2014 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2015 sous le numéro D.15-0463.

Le groupe n'a pas connaissance de nouveaux risques significatifs que ceux présentés dans le document de référence 2014.

II- PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

Dans le contexte actuel, nos deux secteurs d'activité font face à des situations de marché différentes.

Nos activités Grands Comptes bénéficient d'un marché assez dynamique et en reprise. Elles aident en effet les grandes organisations, souvent très internationales, à exploiter les données et informations disponibles pour améliorer leur performance et développer leurs affaires. Ce domaine d'activité connaît néanmoins ses difficultés propres, liées à la concurrence importante entre les divers prestataires de service et à la complexité grandissante des projets et des technologies.

Nos activités Mid-Market, principalement françaises, bénéficient des effets de la réglementation DSN sur le premier semestre. Elles bénéficient également d'une récurrence plus grande de leurs prestations, en raison d'une base clients installée importante. Ce socle d'activité solide nous permet de passer un cap de moindre activité en ventes de nouveaux projets et revente des licences logicielles pour les réaliser. Cependant, il s'agit d'un marché très fluctuant qui incite à rester prudent quant à l'évolution à venir de l'activité.

Dans les deux cas, nous mettons l'accent sur l'innovation, la qualité de nos prestations et de nos relations clients et envisageons pour le groupe la poursuite de la croissance au deuxième semestre.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2015

KEYRUS

I. — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2015 6 mois	30/06/2014 6 mois	31/12/2014 12 mois
Chiffre d'affaires	5	100 334	82 109	173 059
Autres produits de l'activité		190	307	452
Total produits des activités ordinaires		100 524	82 417	173 512
Achats consommés		-36 104	-28 193	-63 171
Charges de personnel	6	-60 835	-51 673	-100 323
Impôts et taxes		-1 143	-1 161	-2 047
Dotations aux Amortissements	11	-565	-593	-1 166
Reprises de provision & Pertes de valeur		1 294	1 766	-585
Autres produits et charges opérationnels		-108	-246	-418
Résultat Opérationnel Courant		3 063	2 318	5 802
Autres produits opérationnels	7	82	280	1 128
Autres charges opérationnelles	7	-628	-720	-2 069
Résultat Opérationnel		2 517	1 878	4 862
Coût de l'endettement financier net	8	-614	-692	-1 362
Autres produits et charges financiers	8	356	367	658
Résultat avant impôt		2 259	1 553	4 158
Impôts sur le résultat	9	-833	-941	-1 563
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-	-
Résultat net		1 426	612	2 595
Dont:				
Part du Groupe		1 665	701	2 826
Part des minoritaires		-238	-89	-232
Résultat par action		0,11	0,04	0,18
Résultat dilué par action		0,11	0,04	0,18

Note sur le résultat au 30/06/2014 : les données publiées ici diffèrent des données publiées à fin juin 2014 en raison de l'application d'IFRIC 21. L'impact sur le résultat opérationnel est de -0,2M€ et l'impact sur le résultat net de -0.1M€.

II. — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2015 6 mois	30/06/2014 6 mois	31/12/2014 12 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 426	612	2 595
Autres éléments du résultat global :			
Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net :			
- Réévaluations au titre des régimes à prestations définies	-54		
- Impôts sur les éléments ne devant pas être reclassés	18		
Sous total des éléments ne devant pas être reclassés	-35		-141
Eléments devant être reclassés ultérieurement en résultat net :			
- Ecart de conversion	316	-37	250
- Réévaluation des instruments dérivés de couverture <small>réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</small>			
Réévaluation des immobilisations			
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
- Impôts sur les éléments devant être reclassés	-27	-9	-70
Sous total des éléments devant être reclassés	289	-46	180
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	253	-46	39
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 680	566	2 634
<i>Dont part du Groupe</i>	1 834	645	2 879
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	-154	-79	-246

III. — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€		
		30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Goodwill	10	42 488	42 116	42 368
Immobilisations Incorporelles	11	679	762	699
Immobilisations Corporelles	11	2 450	2 321	2 322
Autres actifs non courants	12	24 190	25 525	23 318
Impôts différés actifs	9	5 196	3 595	4 827
Total Actif Non Courant		75 003	74 320	73 533
Stocks et en cours	13	57	6	60
Créances clients et autres débiteurs	14	80 900	68 214	79 329
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	14 309	15 419	17 383
Total Actif Courant		95 267	83 639	96 773
Total de l'actif		170 270	157 959	170 306

PASSIF	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Capital		4 241	4 241	4 241
Primes d'émission		20 942	20 942	20 942
Réserves consolidées		10 349	6 573	7 494
Résultat consolidé		1 665	576	2 826
Capitaux Propres Part du Groupe		37 197	33 714	35 504
Intérêts minoritaires		291	-164	307
Total des capitaux propres		37 488	33 550	35 811
Provisions	16	9 450	7 945	10 270
Passif financiers	17	14 472	22 323	21 253
Impôts différés passifs	9	505	257	295
Total Passif Non Courant		24 426	30 525	31 818
Provisions	16	1 740	1 707	1 941
Passifs financiers	17	25 211	21 320	18 030
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	19	23 833	20 433	25 154
Dettes fiscales et sociales	19	37 448	32 333	35 474
Autres passifs	19	20 124	18 092	22 077
Total Passif Courant		108 356	93 885	102 677
Total du passif		170 270	157 959	170 306

IV — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En milliers d'€		
	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net	1 426	612	2 595
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-288	44	104
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	-477	-753	2 222
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	5	2	-60
Plus et moins-values de cession	5	2	-60
Quote-part de résultat liée aux SME			
Résultat de dilution			
Elim. des autres charges et produits calculés	53	-17	58
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	719	-112	4 919
Coût de l'endettement financier net	614	692	1 362
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	833	1 003	1 563
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	2 166	1 583	7 844
Impôts versés	-818	-875	-1 669
Variation du BFR	-4 096	-5 438	-3 003
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-2 748	-4 730	3 172
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-738	-767	-1 559
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	58		481
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			
Encaissements liés aux cessions titres consolidés			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-295	-184	-523
Incidence des variations de périmètre	-1 020	-1 209	-1 737
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 995	-2 160	-3 338
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Rachats et reventes d'actions propres	-6	-1 097	-1 055
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-3 028	-1 650	-12 819
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	1 971	8 992	15 030
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-605	-692	-1 362
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 668	5 553	-205
Incidence des variations des cours des devises	178	4	120
Incidence des changements de principes comptables	354		
Variation de trésorerie	-5 879	-1 333	-252
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	16 357	16 608	16 608
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture (Note 16)	10 478	15 276	16 357

V — Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2013	4 241	20 942	7 496	102	1 506	34 287	104	34 391
Affectation résultat à reclassement			1 506		-1 506			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-211	264		53	-14	39
Résultat 2014					2 826	2 826	-232	2 595
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-211	264	2 826	2 879	-246	2 634
Variation de l'auto détention			-1 055			-1 055		-1 055
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-129			-129	399	270
Put sur intérêts minoritaires			-479			-479	50	-429
Solde au 31/12/2014	4 241	20 942	7 129	365	2 826	35 504	307	35 811
Affectation résultat à reclassement			2 826		-2 826			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-61	242		180	73	253
Résultat 2015					1 665	1 665	-238	1 426
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-61	242	1 665	1 845	-165	1 680
Variation de l'auto détention			-6			-6		-6
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-631			-631	145	-486
Put sur intérêts minoritaires			136			136		136
Autres			349			349	5	354
Solde au 30/06/2015	4 241	20 942	9 742	607	1 665	37 197	291	37 488

VI — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 21 septembre 2015 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2015 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels de Keyrus et de ses filiales (ci après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2015 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2015. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- de ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- de transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- de comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe Keyrus dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Evolution des règles et méthodes comptables

Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et obligatoires pour l'exercice 2015

Les normes, les interprétations et les amendements aux normes en vigueur qui ont été publiés et qui sont d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015 sont présentés ci-après :

- Améliorations annuelles des IFRS (2011-2013) – diverses normes ;
- IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique.

L'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21, qui précise les critères de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes, autres que l'impôt sur le résultat, n'a pas eu d'effet significatif sur le compte de résultat consolidé du premier semestre 2015 (charge nette additionnelle de 0,2 million d'euros) ni sur l'état de la situation financière au 30 juin 2015. L'effet de l'interprétation IFRIC 21 sur les capitaux propres du groupe au 1er janvier 2015 n'a fait l'objet d'aucun retraitement.

Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et obligatoires pour les exercices 2016 et suivants

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes et autres amendements et interprétations approuvés par l'Union européenne, notamment :

- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS 15 – Comptabilisation des produits (chiffre d'affaires)
- Amendement à la norme IFRS 7, relatif aux informations à fournir dans le cadre de la transition vers la norme IFRS 9 ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables ;
- Amendements à IFRS 11 – Acquisition d'une participation dans une JO
- Amendements résultant du processus d'améliorations annuelles des normes IFRS 2012-2014 ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 – Entités d'investissement – Application de l'exemption de consolidation ;
- Amendements à IAS 1 – Initiative Informations à fournir ;
- Amendement à IAS 19 – Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel ;
- Amendements résultant des processus d'améliorations annuelles 2010-2012.

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) Méthodes de consolidation :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de

l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré-estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) **Intérêts minoritaires** : lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable.

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires d'une filiale, réalisées à partir du 1er janvier 2010 et qui ne modifient pas le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés

En application de IAS 32 lorsque les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'options de vente de leur participation au Groupe, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant à la juste valeur de l'option.

La contrepartie de la dette induite par ces engagements est :

- D'une part l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant par le contrôle correspondants ;
- D'autre part, une diminution des capitaux propres part du Groupe : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptables des intérêts ne conférant pas

le contrôle est présenté en diminution des « résultats accumulés ». Cette rubrique est ajustée à la fin de chaque période en fonction de l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) **Immobilisations incorporelles et corporelles** : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des relations clients amortis sur 5 ans et des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **Goodwills** : Les goodwills représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwills comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwills). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacun des segments opérationnels ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Lors d'une prise de contrôle les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés soit à leur quote part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise soit à leur juste valeur. Dans ce dernier cas, l'écart d'acquisition est alors majoré de la part revenant à ces intérêts ne conférant pas le contrôle. Ce choix se fait de manière individuelle pour chaque opération d'acquisition.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

8) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidés. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la

valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme des actifs financiers disponibles à la vente conformément à la norme IAS 39. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres.

En cas de perte de valeurs définitives, le montant de la dépréciation est comptabilisé en résultat de la période.

A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

9) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) **Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel** :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies : Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – "Avantages du personnel", en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation

du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations sont enregistrés en réserve. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. Les effets ayant un impact sur le résultat sont comptabilisés dans le résultat opérationnel courant hors l'impact de la désactualisation qui est inclus dans le résultat financier.

13) **Provisions pour restructuration** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) **Provisions Garantie / Risques projets** : Certains contrats de prestations de services au forfait sont assortis d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie est basée sur l'analyse des données historiques. Par ailleurs, une provision complémentaire est le cas échéant dotée pour couvrir :

- Des risques spécifiques de réalisation et de bonne fin sur certains projets,
- Des risques liés à l'utilisation de technologie émergente dans le cadre de contrats clients.

15) **Instruments hybrides** : Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

16) **Emprunts portant intérêt** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

17) **Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés** : Le Groupe utilise des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – "Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation". Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

18) **Impôts différés** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

19) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut

être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation. En application de la norme IAS 11, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs contrats de construction selon la méthode de l'avancement. La méthode à l'avancement est fondée sur des indicateurs de développement du projet liés au nombre d'heures ou aux coûts encourus sur les coûts totaux réestimés périodiquement projet par projet. Dès lors qu'un dépassement des coûts totaux prévisionnels sur la facturation prévue apparaît, il est constitué une provision pour perte à terminaison.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

20) **Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel** : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

21) **Coût de financement** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

22) **Trésorerie et équivalents de trésorerie** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé

comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

23) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux cadres dirigeants ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

24) **Secteurs opérationnels** : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe **Keyrus**. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

25) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

26) **Politique de gestion des risques financiers**

En matière de risque de change environ 90% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro. Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est à taux variable. Le Groupe a procédé à une couverture partielle qui est décrite dans les notes 17.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

Pas d'autre événement significatif postérieur à la clôture.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte actuel de lente reprise économique et financière, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise passée ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs (tels que les créances clients et les impôts différés actifs) et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, il a été pris pour hypothèse que la reprise resterait lente dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Note 4. –Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- Rachat de titres de minoritaires sur BIPB (24,5%)
- Rachat des titres du dernier minoritaire sur Kadris Group, amenant la participation à 100%

Le périmètre comprend les sociétés suivantes :

Nom au 30/06/2015	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Management	Paris - France	31 décembre	88%	88%	01/01/15 - 30/06/15
Kadris Group	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Kadris Consultants	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Espagne (Etica Software)	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus do Brazil (Etica Do Brazil)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Maurice	Ile Maurice	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Limited	Hong Kong	31 décembre	70%	70%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Chine	Shangai	31 décembre	70%	70%	01/01/15 - 30/06/15
Equinoxe	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	68%	68%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Israël	Raanana - Israël	31 décembre	70%	70%	01/01/15 - 30/06/15
Vision BI	Tel Aviv - Israël	31 décembre	51%	36%	01/01/15 - 30/06/15
Vision BI USA	New York - USA	31 décembre	51%	36%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Capital Market	Paris - France	31 décembre	77%	77%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus UK	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Biopharma Belgium	Lane - Bruxelles	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Keyrus Biopharma Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	90%	90%	01/01/15 - 30/06/15
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/15 - 30/06/15
Up Génération	Paris - France	31 décembre	80%	80%	01/01/15 - 30/06/15
Rheims	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	70%	70%	01/01/15 - 30/06/15
BIPB Group Limited	Londres - UK	31 décembre	76%	76%	01/01/15 - 30/06/15
BIPB Limited UK	Londres - UK	31 décembre	76%	76%	01/01/15 - 30/06/15
BIPB LLC US	New York - USA	31 décembre	76%	76%	01/01/15 - 30/06/15
BIPB SARL	Paris - France	31 décembre	76%	76%	01/01/15 - 30/06/15

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Mid Market (MM)

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- du « résultat opérationnel » telle que définie en note 1 §20. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits

financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

- des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segment suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Mid Market.

en Milliers €	Au 30 juin 2015			Au 30 juin 2014			Au 31 décembre 2014		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	76 320	24 014	100 334	59 397	22 713	82 109	127 458	45 601	173 059
Total produits des opérations	76 320	24 014	100 334	59 397	22 713	82 109	127 458	45 601	173 059
Résultat Opérationnel Courant	1 139	1 924	3 063	910	1 407	2 317	2 979	2 824	5 802
Autres produits et charges opérationnel	-484	-62	-547	-452	10	-442	-820	-120	-940
Autres Charges									
Résultat de dilution									
Résultat Opérationnel	655	1 862	2 517	459	1 417	1 875	2 158	2 704	4 862

en Milliers €	Au 30 juin 2015			Au 30 juin 2014			Au 31 décembre 2014		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Bilan :									
Actifs									
Goodwills	30 341	12 147	42 488	29 969	12 147	42 116	30 221	12 147	42 368
Immobilisations nettes	2 459	670	3 129	2 446	637	3 084	2 362	658	3 020
Actifs sectoriels	69 486	16 324	80 846	60 409	14 656	68 035	68 194	18 748	79 241
Autres Actifs	46 744	7 775	43 807	45 762	7 739	44 725	45 607	10 062	45 677
Total des actifs consolidés	149 031	36 915	170 270	138 586	35 179	157 960	146 384	41 615	170 306

La décomposition géographique du chiffre d'affaires se décline comme suit :

Secteurs secondaires

Chiffres d'affaires

En % du chiffre d'affaires	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
France	65%	70%	68%
Europe Zone Euro hors France	18%	15%	17%
Autres	17%	15%	15%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%

Note 6 – Charges de personnel

en milliers d'€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Salaires et traitements	43 647	36 836	71 376
Charges sociales	16 198	14 325	27 493
Autres charges de personnel	941	526	1 332
Engagement retraite	48	-14	121
Rémunérations payées en actions			
TOTAL	60 835	51 673	100 323

Sur le premier semestre 2015, un Crédit d'Impôt Recherche d'un montant actualisé net d'honoraires de 1,2M€ a été comptabilisé en diminution des charges de personnel. Par ailleurs, l'impact du CICE s'élève à 0,5M€ pour le premier semestre 2015.

Effectifs	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Effectif opérationnel	1 662	1 439	1 606
Effectif commercial et administratif	356	298	341
Total effectif	2 018	1 737	1 947

Les effectifs salariés présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 7 – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Charges de réorganisation	-475	-470	-965
Résultat de cession d'actif	-5		61
Autres	-67	30	-36
Autres produits et charges opérationnels	-547	-440	-940

Les charges de réorganisation concernent principalement les entités françaises et BIPB.

Note 8 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Intérêts et autres produits financiers	-12	-8	-23
Reprises sur provisions financières			
Autres produits financiers			
Total produits financiers	-12	-8	-23
Intérêts et charges assimilées	602	684	1 339
Autres charges financières			
Total Charges financières	602	684	1 339
Coût de l'endettement financier net	-614	-692	-1 362

en milliers d'€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Gains de change	756	169	347
Produits de désactualisation sur créances d'exploitation	288	373	755
Autres produits financiers	57	75	160
Total produits financiers	1 101	617	1 262
Pertes de change	602	104	267
Autres charges financières	108	146	337
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente	34		
Total Charges financières	744	250	604
Autres produits et charges financiers	356	367	658

Les autres produits financiers concernent principalement un profit de désactualisation des instruments financiers et du CIR pour 288 K€.

Les autres charges financières incluent principalement les variations de juste valeur des instruments dérivés (44 K€).

Note 9 – Impôts

Analyse de la charge d'impôts

En milliers d'euros	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Impôt différé	218	-246	215
Impôt exigible	-1 051	-695	-1 779
Charge (+) ou produit (-) d'impôt	-833	-941	-1 563

La charge d'impôts exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 0,7M€ au 30 juin 2015 (0,6M€ au 30 juin 2014 et 1,2M€ au 31 décembre 2014)

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat avant impôts	2 259	1 553	4 158
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	753	518	1 386
Rapprochement :			
Différences permanentes	-295	-139	-822
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs	-135		-115
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	-3	170	186
Impact du report variable	-52		14
Effet des différences de taux d'imposition	114	23	41
Crédit d'impôt et CVAE (1)	432	299	687
Autres	19	71	187
Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté	833	941	586
Taux effectif d'impôt	36,86%	60,56%	16,47%

(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt pour 692K€ (379K€ en 06-2014)

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale composée de la société Absys Cyborg depuis le 01/01/01. Dans le cadre de cette intégration, les relations entre la société et la société tête de groupe sont régies par une convention dont le principe général est le suivant : toutes les dispositions ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, celle-ci se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

Note 10 – Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2014	38 990
Acquisitions	3 042
Reclassement	
Cessions	
Autres variations et ajustements	336
Au 31 décembre 2014	42 368
Acquisitions	
Reclassement	-150
Cessions	
Autres variations et ajustements	270
Au 30 juin 2015	42 488
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2014	
Dotation de l'exercice	
Au 31 décembre 2014	
Dotation de l'exercice	
Au 30 juin 2015	
Montant net comptable au 30 juin 2015	42 488
Au 31 décembre 2014	42 368

Au 30 juin 2015, la période d'allocation des coûts d'acquisition des sociétés BIPB, Rheims et Up Génération est close.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Grands Comptes	30 341	29 969	30 221
Middle Market	12 147	12 147	12 147
TOTAL	42 488	42 116	42 368

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Au 30 juin 2015, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Les tests de valorisation seront effectués lors de l'arrêté annuel des comptes.

Note 11 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions, brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2014	1 463	1 469	2 932	5 863	5 863
Acquisitions	123	112	235	1 374	1 374
Cessions/Mises au rebut	-151	93	-57	-620	-620
Variation de périmètre	68	8	75	123	123
Ecart de change	14	1	15	24	24
Reclassement				-863	-863
Au 1er janvier 2015	1 516	1 683	3 199	5 900	5 900
Acquisitions	123	15	138	600	600
Cessions/Mises au rebut	80	-80		-117	-117
Variation de périmètre					
Ecart de change	60	-21	39	-29	-29
Reclassement					
Au 30 juin 2015	1 778	1 598	3 376	6 355	6 355
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2014	815	1 329	2 143	3 785	3 785
Charge d'amortissement de l'exercice	227	122	349	817	817
Dépréciations					
Cessions/Mises au rebut	-17	11	-6	-252	-252
Variation de périmètre	8		8	76	76
Ecart de change	5	1	6	16	16
Reclassement				-864	-864
Au 1er janvier 2015	1 037	1 463	2 500	3 578	3 578
Charge d'amortissement de l'exercice	127	43	170	394	394
Dépréciations					
Cessions/Mises au rebut	80	-81	-1	-55	-55
Variation de périmètre					
Ecart de change	41	-14	26	-13	-13
Reclassement					
Au 30 juin 2015	1 285	1 411	2 696	3 904	3 904
Montant net :					
Au 30 juin 2015	493	187	679	2 450	2 450
AU 31 décembre 2014	479	220	699	2 322	2 322

Note 12 – Autres actifs non courants

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2013	23 843	33	23 810
Augmentation	7 137		7 137
Remboursement	-187		-187
Variation de périmètre	585		585
Reclassement et Autres variations	-8 027		-8 027
Solde au 31/12/2014	23 351	33	23 318
Augmentation	789	34	755
Remboursement	-126		-126
Variation de périmètre	77		77
Reclassement et Autres variations	167	1	166
Solde au 30/06/2015	24 259	69	24 190

En milliers d'€	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Dépôt de garantie et prêts	2 947	2 625	2 784
Titres de participations non consolidés	1 089	583	974
Autres créances part à plus d'un an	20 153	22 317	19 560
TOTAL	24 190	25 525	23 318

Les autres créances à plus d'un an correspondent essentiellement aux créances de crédit d'impôt recherche des exercices 2012, 2013, 2014 et du premier semestre 2015.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 13 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Marchandises	57	6	60
Ecart de conversion			-1
Total au coût	57	6	59
Dépréciation à l'ouverture			
Variation			
Ecart de conversion			
Dépréciation à la clôture			
TOTAL NET	57	6	59

Note 14 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Créances clients	58 965	50 570	59 344
Dépréciation sur créances clients	-2 356	-2 219	-2 518
Montant net des créances clients	56 609	48 352	56 826
Autres débiteurs nets	15 781	12 016	14 521
Charges constatées d' avance	8 510	7 847	7 982
TOTAL	80 900	68 214	79 329

Les autres débiteurs nets comprennent principalement la créance de CIR 2011 pour 8,0M€, des créances fiscales autres que le CIR pour 6,4M€(principalement créances de TVA).

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Echéances			
Non échues	46 713	40 073	45 945
Entre 0 et 30 jours	5 207	3 639	6 286
Entre 31 et 60 jours	1 877	1 584	1 939
Entre 61 et 90 jours	1 438	1 077	862
Plus de 90 jours	3 730	4 198	4 312
TOTAL	58 965	50 570	59 344

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2 356K€ (2 518K€ à fin 2014). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Note 15 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Equivalents de trésorerie nets	3 714	3 920	4 589
Disponibilités	10 596	11 499	12 794
TOTAL	14 309	15 419	17 383

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend comme suit :

RUBRIQUES	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts	14 313	15 422	17 386
Découverts bancaires	-3 832	-144	-1 025
Autres	-2	-2	-4
Trésorerie du tableau des flux	10 478	15 276	16 357

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 16 – Provisions

En milliers d'€	31/12/2014	Variation de périmètre	Effet de l'écart de change	Dotations	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	OCI	Reclassement	30/06/2015
Provisions pour risques & charges	9 185		-51	581	-88	-569		-795	8 263
Provisions pour engagement retraite	1 085		1	55	-7		53		1 187
Provisions non courantes	10 270		-50	636	-95	-569	53	-795	9 450
Provisions pour risques	1 940		6	215	-493	-770		862	1 761
Provisions pour charges			-22						-22
Provisions courantes	1 941		-15	215	-493	-770		862	1 739

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement :

- Provisions pour litiges sociaux et prud'homaux : 2.046K€
- Provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 2.011 K€
- Provision pour engagement de retraite : 1.186 K€
- Autres provisions pour risques & charges : 5.948K€

•

Le contrôle sur le CIR des années 2009 à 2011, sollicité par la société depuis 2012 et commencé en mai 2013, est clôturé. Le montant redressé est en ligne avec la provision comptabilisée au 31 décembre 2014 et maintenue au 30 juin 2015.

Note 17 – Passifs financiers

RUBRIQUES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	32 326	20 327	9 356	2 643
Dettes sur immobilisation en location financement				
Découvert bancaires	3 832	3 832		
Autres passifs financiers	3 525	1 052	2 472	
TOTAL DETTES FINANCIERES	39 683	25 211	11 829	2 643

RUBRIQUES	31/12/2014	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	Autres	30/06/2015
Emprunts bancaires	33 955	-155		1 980	-3 010	-442	32 328
Dettes sur immobilisation en location financement	18				-17		
Découverts bancaires	1 025	8		2 799			3 832
Autres passifs financiers (dont put et earn-out)	4 285	8			-590	-178	3 525
TOTAL DETTES FINANCIERES	39 283	-140		4 779	-3 618	-620	39 685

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros. Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 9,6M€ (contre 10,4M€ à fin 2014) sont conclus à des taux d'intérêt variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur l'Euribor 3 mois. Afin de minimiser son risque de taux, le Groupe a procédé à une couverture partielle (10M€) de son endettement.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de taux.

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Emprunts et assimilés

Le Groupe a souscrit des emprunts bancaires dont les conditions financières sont présentées ci-après :

- HSBC : emprunt bancaire en date du 26 novembre 2013 pour un montant de 1,2M€ sous forme de tirage multidevises (EUR, USD & CAD) :
 - Solde au 30 juin 2015 : 0,8M€
 - Durée de l'emprunt : 3 ans
 - Remboursements annuels
 - Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 2,35% ou LIBOR 3 mois + 2,35%
 - Ratios financiers :
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée de l'emprunt.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 4,5 sur la durée de l'emprunt.

- BANQUE POPULAIRE: emprunt bancaire en date du 2 août 2012 pour un montant de 2M€:
 - Solde au 30 juin 2015: 1,2M€
 - Durée de l'emprunt : 6 ans
 - Remboursements en 5 annuités après une année de franchise
 - Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 2,5%
 - Pas de ratios financiers

- SOCIETE GENERALE : emprunt bancaire en date du 27 juillet 2012 pour un montant de 2M€ :
 - Solde au 30 juin 2015 : 0,9M€
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursements mensuels
 - Taux d'intérêt fixe à 2,85%
 - Ratios financiers :
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée de l'emprunt.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée de l'emprunt.

- CREDIT DU NORD : emprunt bancaire en date du 12 décembre 2011 pour un montant de 3M€ :
 - Solde au 30 juin 2015 : 0,9M€
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursements trimestriels
 - Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 1,8%
 - Ratios financiers
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée de l'emprunt.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée de l'emprunt.
 - Risque de taux couvert par un SWAP de taux

- OSEO : Prêt Développement Participatif en date du 15 décembre 2011 pour un montant de 1M€ :
 - Solde au 30 juin 2015 : 0,7M€

- Durée de l'emprunt : 7 ans
 - Remboursement en 20 versements trimestriels après 2 ans de différé
 - Taux d'intérêt variable basé sur le TME (Taux Moyen Mensuel de rendement des emprunts de l'Etat à long terme)
 - Aucun Ratio financier applicable
- BANQUE PALATINE : emprunt bancaire en date du 8 octobre 2010 pour un montant de 3M€ :
 - Solde au 30 juin 2015 : 0,6M€
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursement annuel correspondant à 1/5 de la dette
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + 1,3%
 - Ratios financiers
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée des obligations.

Compte tenu de l'encours financier à taux variable, la hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 200K€.

De manière générale, l'ensemble des financements du groupe respectent les covenants bancaires.

- Emprunts garantis par des créances commerciales

Il s'agit de financement de créances clients pour un montant de 6,9M€ (5,6M€ au 30 juin 2014).

- Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers correspondent aux financements obtenus suite aux cessions de créances de CIR 2011 (7,2M€) et 2012 (7,4M€) et 2013 (1,2M€), aux options d'achats des minoritaires des sociétés acquises par le Groupe et aux clauses d'earn-out liées aux acquisitions du Groupe.

Note 19 – Autres passifs courants

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2015	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2014	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
Provisions à court terme	1 948	1 948		1 941	1 941	
Fournisseurs et comptes rattachés	23 833	23 773	61	25 154	24 987	167
Dettes fiscales et sociales	37 448	37 247	200	35 474	35 324	150
Dettes sur immobilisations						
Autres dettes *	2 708	2 708		2 700	2 700	
Produits constatés d'avance	17 416	17 416		19 378	19 378	
TOTAL	83 353	83 092	261	84 647	84 330	317

Note 20 - Juste valeur des Instruments financiers au bilan

En milliers d'euros 30/06/2015	Juste valeur par resultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courant		24 190			24 190	24 190
Clients		56 609			56 609	56 609
Autres débiteurs		24 291			24 291	24 291
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 309				14 309	14 309
ACTIFS FINANCIERS	14 309	105 090			119 399	119 399
Emprunt obligataires (y compris <1 an)						
Autres passifs long terme (y compris <1 an)			36 014		36 014	36 014
Fournisseurs			23 833		23 833	23 833
Autres créditeurs			20 124		20 124	20 124
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture)				67	67	67
Concours bancaires courants			3 832		3 832	3 832
PASSIFS FINANCIERS			83 803	67	83 871	83 871

Note 21 – Instruments dilutifs

Plan d'achat et souscription d'actions

Ce plan est venu à échéance le 27 novembre 2010. Aucune souscription d'actions n'a été effectuée.

Note 22 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

Engagements reçus	30/06/2015	31/12/2014	31/12/2013
Facilités de caisse	1 415	1 500	1 772
Ligne OSEO (financement non utilisé)	3 000	2 076	5 000
Ligne CGA (financement non utilisé)	2 258	1 877	8 650
Ligne Banque Nationale du Canada 1mCAD	723	711	682

Engagements donnés		31/12/2014	31/12/2013
Redevances Crédit Bail non échues		néant	néant
Garanties données à Banco Santander	865	962	
Garanties données à Itau	1 153	866	
Garanties données à Banque Nationale Du Canada	723	711	682
Garanties données à Crédit du Nord	900	1 200	2 000

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2015

RBA SA
5, rue de Prony
75017 Paris

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

KEYRUS

Société Anonyme

155, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KEYRUS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière semestrielle.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 21 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Deloitte & Associés

Soly BENZAQUEN

Laurent HALFON

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois Perret, le 21 septembre 2015

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général